Note d'analyse – Philippe Defeyt – 23 octobre 2026

L'emploi public : représentations simplistes et choix politiques majeurs

Dans un article de Trends (18-09-2026), le patron de la FEB avance dix "quick wins" pour sortir de l'impasse budgétaire. Un concerne l'emploi public : « Autre cheval de bataille : la croissance de l'emploi public, qui aurait progressé deux fois plus vite que l'emploi privé sur les vingt dernières années. La FEB plaide pour un gel des recrutements dans l'ensemble des administrations jusqu'en 2029, couplé à une mobilité interne accrue des agents et à un recours renforcé à l'intelligence artificielle pour accélérer le traitement des dossiers. »[1]

Le même jour, dans un interview croisé dans Le Soir, le président du MR et l'économiste Bruno Colmant « estiment (de concert) que la Belgique pourrait compter 150.000 à 200.000 fonctionnaires de moins à terme », « sans licenciements ».[2] Georges-Louis Bouchez ajoute ceci : « On a d'ici dix ans, 40 à 50 % de la fonction publique qui va partir à la pension. Donc on a une chance historique de pouvoir la redessiner. » Bruno Colmant lui complète l'analyse ainsi : « Je suis d'accord avec M. Bouchez. Combien de fonctionnaires avons-nous ? Un million environ… »

La présente note vise à aller un peu plus loin que les analyses et propositions approximatives, la confusion fréquente entre « emploi public », « fonction publique » et « fonctionnaires » n'arrangeant rien.

* * *

ÉCLAIRER LE DÉBAT

Le débat mérite des éclaircissements :

- la définition du secteur public peut évidemment varier en fonction des approches ; c'est ainsi que
  - l'emploi public utilisé par le Bureau du Plan dans ses Perspectives mesure l'emploi du secteur institutionnel S13 des comptes sectoriels[3], à savoir essentiellement les branches « administration, enseignement et défense » ;
  - la FEB se concentre plutôt sur ce qu'on appelle plus justement et plus communément l'emploi non-marchand ;
  - l'ONSS propose un scope plus large en y intégrant, par exemple, la SNCB ;
- rien n'est a priori prédéterminé : de nombreuses activités cataloguées "publiques" peuvent très bien, en fonction de choix politiques, être assurées en partie par des entreprises marchandes privées ; illustration : une entité publique peut assurer elle-même l'essentiel des travaux qu'elle doit faire, par exemple l'entretien de ses bâtiments, en engageant des travailleurs pour ce faire, ou sous-traiter tout ou partie de ces chantiers au privé ; les transports en commun routiers sont repris dans la sphère publique pour le Bureau fédéral du Plan mais sous-traitent des trajets à des entreprises privées ; ou encore : une commune peut organiser elle-même la collecte des amendes concernant diverses infractions ou confier cela à une entreprise commerciale ; de

[1] Voir : https://trends.levif.be/entreprises/les-dix-quick-wins-de-la-feb-pour-sortir-de-limpasse-budgetaire-ce-plan-necessite-trois-mois-de-courage-politique/

[2] Voir : https://www.lesoir.be/771614/article/2026-09-18/georges-louis-bouchez-face-bruno-colmant-150000-200000-fonctionnaires-en-moins

[3] « General government (S13): institutional agents that are non-market producers and financed by compulsory payments, such as taxes, made by entities belonging to other sectors. It also includes all institutional units principally engaged in the redistribution of national income and wealth, such as social security institutions. However, entities which are controlled by governments may still be classified in the non-financial corporations sector or the financial sector. Here, the "market producer" criterion applies. The general government sector includes non-market public institutional units only. » Source : https://data.ecb.europa.eu/methodology/what-institutional-sector

Voir aussi : https://www.nbb.be/doc/dq/cis/f/info_new.html

nombreuses administrations/institutions publiques engagent désormais des vigiles privés ; autrement dit, toutes autres choses égales par ailleurs, l'emploi public peut varier d'une année à l'autre ou d'un pays à l'autre en fonction de l'importance de la sous-traitance ;

- plus radicalement encore, des services traditionnellement considérés comme publics en Belgique peuvent être privatisés en tout ou en partie ; c'est ainsi que des pays ont privatisé l'exploitation de lignes de chemins de fer ou de bus ;
- fonctionnaire répond à une définition bien précise ; pour faire simple, c'est un travailleur "statutaire", avec des protections spécifiques ; mais un fonctionnaire peut, sur son lieu de travail, cohabiter avec des travailleurs ayant d'autres statuts légaux, en particulier des ouvriers et employés soumis à des règles semblables – par exemple en matière de cotisations sociales – que les travailleurs du secteur privé ;
- parce que très largement financé par l'État, l'enseignement subventionné est intégré dans la sphère publique alors même que de nombreux établissements et institutions relèvent juridiquement de la sphère privée ; ces travailleurs ont un contrat avec leur PO mais sont payés par les Communautés ;
- comme dans le privé, des travailleurs du secteur public sont absents, pour des périodes plus ou moins longues ; s'ils sont toujours "sous contrat" et, s'ils sont remplacés pendant leur absence, cela conduit à gonfler l'importance réelle de l'emploi public ; comme les règles concernant les conséquences de longues périodes de maladie ne sont pas les mêmes que dans le secteur privé, on peut donc penser qu'il y a un double comptage toutes choses égales par ailleurs plus important que dans les secteurs/activités où il n'y a pas de travailleurs statutaires.

* * *

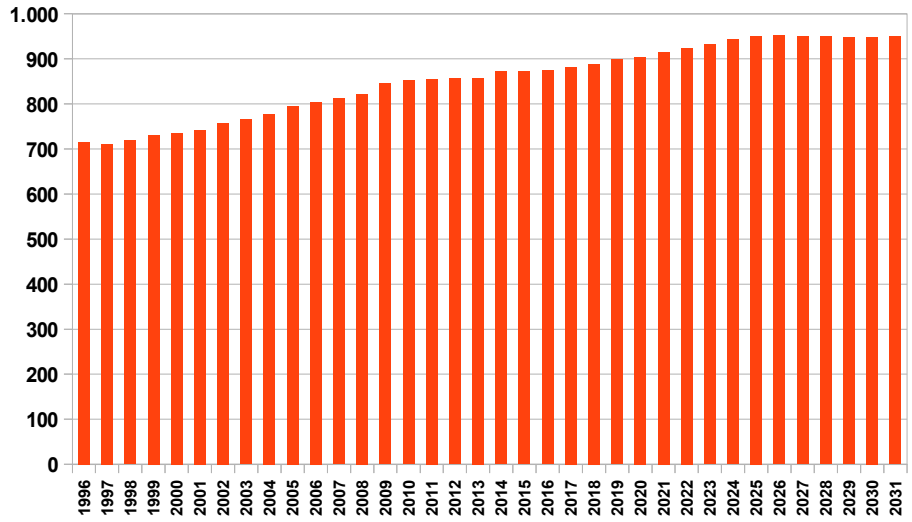
3 APPROCHES DE L'EMPLOI PUBLIC

Le Bureau fédéral du Plan

Le Bureau fédéral du Plan définit l'emploi public comme les emplois relevant de la totalité du secteur institutionnel S13. Voici ce que cela donne sur la période 1996-2031. Cet emploi est constitué à plus de 90% par les branches *Administration publique et défense; sécurité sociale obligatoire* et *Enseignement*.

A partir de 2025, l'emploi public se stabiliserait jusqu'en 2031 autour de 950.000.

Emploi public – définition du Bureau du Plan – en milliers – 1996-2031

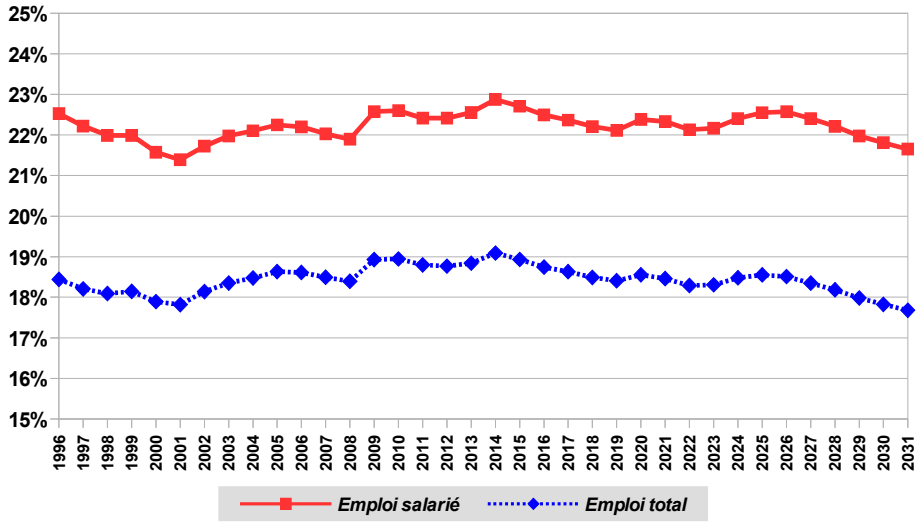


Avec une telle approche l'emploi public augmente entre 2000 et 2026 de 29,4% contre 24,2% pour l'emploi privé (défini pas soustraction : *emploi total* – indépendants y compris – moins *emploi public*).

Les fluctuations respectives de l'emploi public et de l'emploi privé font que, malgré les nombreuses évolutions structurelles sur la longue période, la part de l'emploi public dans le total de l'emploi salarié – voir graphique ci-après – varie relativement faiblement d'un minimum de 21,4% (2001) à un maximum

de 22,9% (2014) ; pour la part de l'emploi total le minimum se situerait en 2031 (17,7%) et le maximum a été observé en 2014 (19,1%).

Emploi public en % de l'emploi salarié et de l'emploi total – emploi intérieur – 1996-2031



La FEB

La FEB définit l'emploi public comme l'emploi total des secteurs : *Administration publique et défense ; sécurité sociale obligatoire, Enseignement, Santé humaine et Action sociale*. Voici le détail des données pour les années 2000 et 2025.

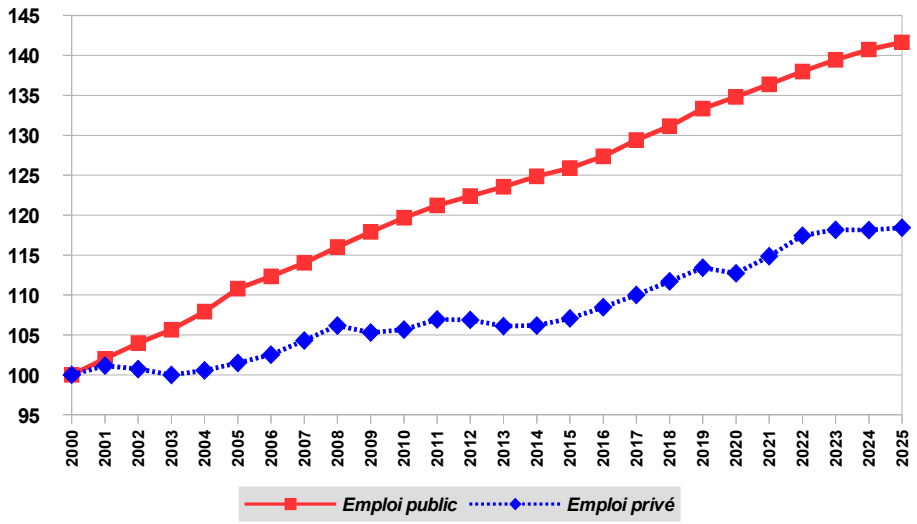
L'emploi public – le détail de la vision de la FEB – 2000 et 2025 (e)

	2000	2025	%
Emploi intérieur – Secteur S1 – salariés + indépendants – en milliers			
Total	4.109,7	5.122,5	24,6%
Administration publique et défense; sécurité sociale obligatoire	391,6	462,0	18,0%
Enseignement	309,8	445,5	43,8%
Administration publique et défense; sécurité sociale obligatoire + enseignement	*701,4*	*907,5*	29,4%
Santé humaine	235,2	336,9	43,2%
Action sociale	165,7	316,8	91,2%
Santé humaine + Action sociale	*400,9*	*653,7*	63,0%
Emploi public – approche FEB	**1.102,3**	**1.561,2**	**41,6%**
Emploi privé – approche FEB	**3.007,4**	**3.561,4**	18,4%
Emploi intérieur – Secteur institutionnel S13 – en milliers			
Administration publique et défense; sécurité sociale obligatoire	391,6	462,0	18,0%
Enseignement	300,0	416,5	38,8%
Différence par rapport au total de l'enseignement	9,8	29,0	195,9%
Emploi intérieur – Secteur S1 – indépendants – en milliers			
Total	701,9	908,6	29,4%
Enseignement	1,7	11,0	547,1%
Santé humaine	56,2	56,0	-0,4%
Action sociale	11,5	7,0	-39,1%
Emploi indépendant assimilé au secteur public – approche FEB	**69,4**	**74,0**	**6,6%**
Emploi intérieur – Secteur S1 – salariés – en milliers			
Total	3.407,9	4.213,9	23,7%
Administration publique et défense; sécurité sociale obligatoire	391,6	462,0	18,0%
Enseignement	308,1	434,5	41,0%
Administration publique et défense; sécurité sociale obligatoire + enseignement	*699,7*	*896,5*	28,1%
Santé humaine	179,0	280,9	56,9%
Action sociale	154,2	309,8	100,9%
Santé humaine + Action sociale	*333,2*	*590,7*	77,3%
Emploi salarié public – approche FEB	**1.032,9**	**1.487,2**	**44,0%**

***NB** : La FEB a utilisé les données trimestrielles des 1ers trimestres de 2000 et 2026. On a ici mobilisé les données annuelles (2025 = estimations) pour affiner l'analyse.*

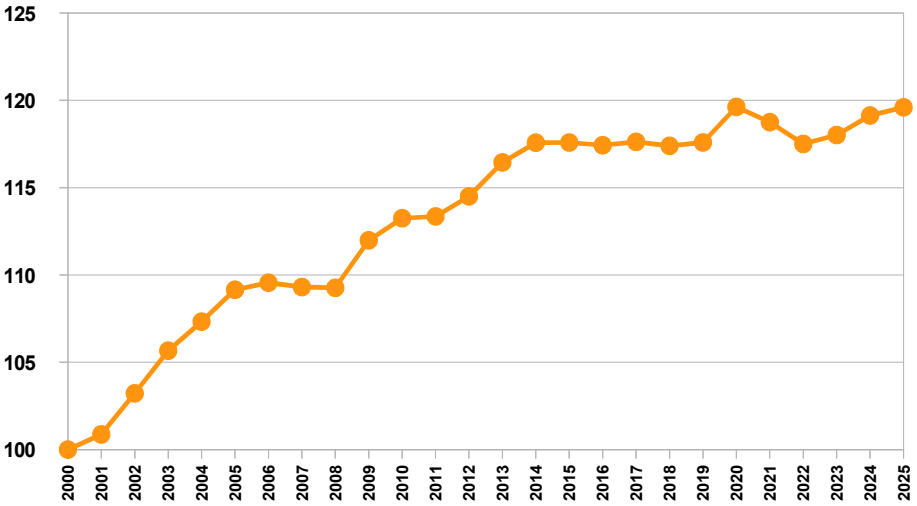
De ce tableau il ressort en effet que – si on arrondit – l'emploi public aurait, sur la période considérée, augmenté 2 fois plus que l'emploi privé. Voici la dynamique des deux indicateurs.

Emploi public et emploi privé – l'approche de la FEB – 2000=100



Le rapport des deux évolutions en indices 2000=100 montre que, dans l'analyse de la FEB, c'est principalement entre 2000 et 2014 que l'emploi public a augmenté plus vite que l'emploi privé.

Emploi public et emploi privé – l'approche de la FEB – rapport des indices emploi public/emploi privé – 2000=100



Mais, le tableau montre aussi, que

- l'approche de la FEB intègre des indépendants ; même s'il ne s'agit "que" de 74.000 emplois c'est un peu bizarre d'intégrer de l'emploi indépendant dans l'emploi qualifié de public ;
- pour l'enseignement, la FEB comptabilise aussi des emplois purement privés (29.000 en 2025) ;
- contrairement à une intuition largement partagée, l'emploi dans le secteur qu'on pourrait appeler "gouvernance et fonctions régaliennes », soit *Administration publique et défense; sécurité sociale obligatoire*, a augmenté, entre 2000 et 2025 au même rythme que l'emploi privé (18,0% contre 18,4%) ;
- l'emploi dans la branche *Action sociale* représente 32,9% de la hausse de l'emploi public dans l'approche de la FEB alors que, on le verra ci-après, une partie importante de cet emploi est privé.

L'ONSS (et la BCSS – Banque Carrefour de la Sécurité Sociale)

L'ONSS comptabilise comme emploi public bien sûr l'emploi dans le secteur institutionnel S13 mais également tous les autres emplois qui dépendent directement d'autorités publiques comme les entreprises publiques (SNCB, bpost...), les intercommunales, les maisons de repos et de soins dépendant de CPAS ou d'intercommunales, les activités culturelles ou sportives rattachées à un pouvoir public, des institutions publiques de recherche ou culturelles, des parastataux comme le FOREM, etc., etc.

Pour explorer plus avant cette approche on a obtenu de l'ONSS une répartition de l'emploi total, de l'emploi privé et de l'emploi public (fonctionnaires ou autres) sur base du code NACE 5 digits pour le 1er trimestre 2026. Au total il y a 922 activités avec de l'emploi salarié dont 136 recourent à au moins un emploi public. On reviendra plus loin en détail sur ces données. A ce stade-ci le tableau suivant propose quelques données essentielles.

Activités ayant au moins un emploi public – Emploi salarié – 2026/1

Activité	Emploi public			Emploi privé	Emploi total	*Public/ total*	*Fonct./ public*
	Fonct.	Autres	Total				
Administration ; Défense ; Sécurité sociale obligatoire	231.885	225.526	457.411	4.030	461.441	99,1%	50,7%
dont activités Défense, Ordre et Secours	*119.781*	*11.875*	*131.656*	*260*	*131.916*	99,8%	91,0%
dont autres	*112.104*	*213.651*	*325.755*	*3.770*	*329.525*	98,9%	34,4%
Enseignement	254.950	166.989	421.939	14.101	436.040	96,8%	60,4%
Activités économiques (électricité, eau, déchets, transports, communications)	39.233	67.636	106.869	45.074	151.943	70,3%	36,7%
Santé humaine	13.793	59.978	73.771	167.904	241.675	30,5%	18,7%
Action sociale	1.157	23.033	24.190	221.789	245.979	9,8%	4,8%
p.m. Santé humaine + action sociale (approche FEB)	*14.950*	*83.011*	*97.961*	*389.693*	*487.654*	20,1%	15,3%
Autres activités	9.709	34.186	43.895	363.513	407.408	10,8%	22,1%
Total des activités avec au moins un emploi public	**550.727**	**577.348**	**1.128.075**	**816.411**	**1.944.486**	**58,0%**	**48,8%**

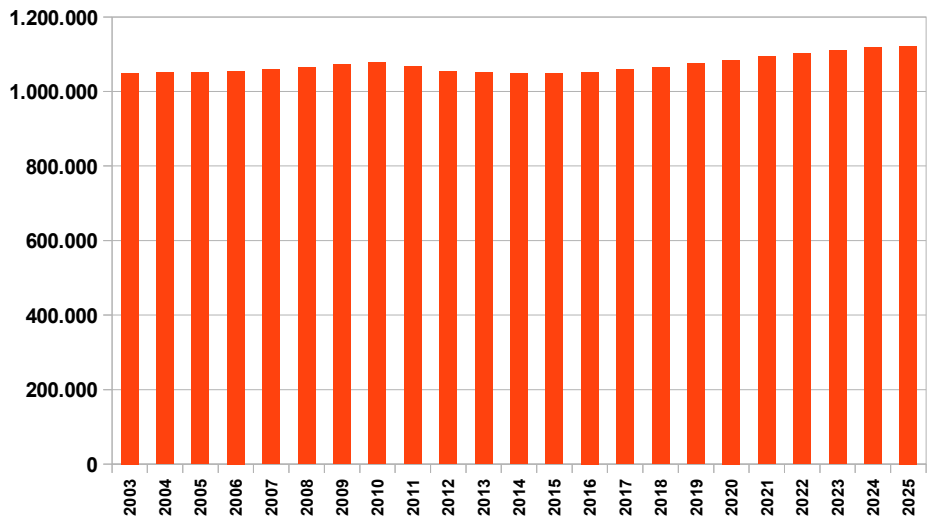
Par rapport aux données utilisées par la FEB ce tableau fait apparaître que

- l'emploi "public" est moins important dans cette approche (1.128.075) que dans celle de la FEB (1.564.400)
- le secteur *Santé humaine* + *Action sociale* ne contient que 20,1% d'emploi public proprement dit.

Cette approche est celle adoptée par la Banque Carrefour de la Sécurité Sociale.

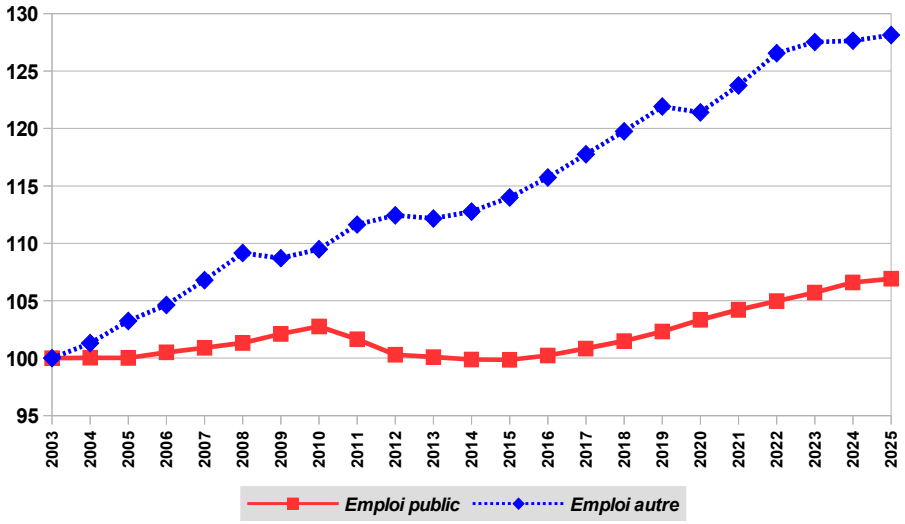
On a essayé de reconstituer et de vérifier une série de l'emploi public ainsi défini. Voici les résultats. L'emploi public a, sur la période considérée, fluctué entre un minimum de 1.048.265 en 2015 et un maximum de 1.122.232 en 2025 ; on observe entre ces deux dates une croissance de l'ordre de quelques milliers d'emplois par an.

L'emploi public – approche de l'ONSS et de la BCSS – 2003-2025 – 2023 > 2025 = (e)



L'emploi public tel qu'approché par l'ONSS a, comme le montre le graphique suivant, augmenté moins que l'emploi autre. C'est l'inverse de ce qu'avance la FEB, même si la période considérée n'est pas exactement la même.

L'emploi public (approche de l'ONSS et de la BCSS) et l'emploi autre – indices 2023=100 – 2003-2025



COMBIEN DE TRAVAILLEURS DU SECTEUR PUBLIC VONT-ILS QUITTER DANS LES 10 ANNÉES À VENIR ?

Le tableau suivant détaille l'importance des travailleurs âgés dans le secteur public. Tenant compte du décalage de l'âge (légal) de la retraite, on peut estimer que maximum 20% des travailleurs du secteur public partiront à la retraite dans les 10 années à venir. On est bien loin des pourcentages avancés par le président du MR (voir introduction).

Les 55 ans et + dans le secteur public – 2026/1

Secteur en général	Secteur en détail	Emploi total	En % du secteur public	55 ans et +	En % de l'emploi total	60 ans et +	En % de l'emploi total
Fédéral	Services et Institutions publics	88.086	7,81%	23.573	26,76%	10.649	12,09%
	Armée et police	47.671	4,23%	6.428	13,48%	1.844	3,87%
	Entreprises publiques	64.406	5,71%	14.321	22,24%	4.965	7,71%
Région de Bruxelles Capitale	Région de Bruxelles Capitale	25.405	2,25%	5.000	19,68%	1.965	7,73%
Région wallonne	Région Wallonne	30.791	2,73%	8.733	28,36%	3.695	12,00%
Région - Communauté flamande	Administration et institutions	49.226	4,36%	11.599	23,56%	4.910	9,97%
	Enseignement	264.159	23,42%	48.008	18,17%	20.731	7,85%
Communauté française	Administration et institutions	20.387	1,81%	4.037	19,80%	1.785	8,76%
	Enseignement	151.015	13,39%	29.047	19,23%	11.297	7,48%
Communauté germanophone	Administration et institutions	1.150	0,10%	324	28,17%	139	12,09%
	Enseignement	2.751	0,24%	523	19,01%	200	7,27%
Provinces	Administration provinciales	15.274	1,35%	4.271	27,96%	1.760	11,52%
Communes et CPAS	Administrations locales	343.886	30,48%	82.032	23,85%	34.930	10,16%
Autres	Autres	23.868	2,12%	7.446	31,20%	3.739	15,67%
Secteur public		**1.128.075**	**100,00%**	**245.342**	**21,75%**	**102.609**	**9,10%**
Secteur privé		3.000.478	-	612.785	20,42%	281.164	9,37%
Emploi ONSS total		**4.128.553**	**-**	**858.127**	**20,79%**	**383.773**	**9,30%**

Le lecteur intéressé trouvera en annexe une répartition comparée public-privé des salariés ONSS par âge.

RÉDUIRE L'EMPLOI PUBLIC ? MAIS OÙ ET COMMENT ?

Le lecteur trouvera en annexe le détail des données ONSS sur l'emploi public au 1er trimestre 2026 (pour le fichier voir ici) ; le lecteur est invité à parcourir ces informations tant elles révèlent des données peu connues ou des réalités qui s'écartent (parfois beaucoup) de certaines représentations.

Il y a trois manières de réduire l'emploi public :

1. Réduire le scope d'activités ; une commune peut, par exemple, prendre la décision de fermer son service culture ou d'en réduire la taille.
2. Augmenter la productivité ; il est évident que l'IA pourra – à services rendus équivalents – réduire l'emploi dans les domaines administratifs, voire d'autres.
3. Confier des activités au secteur privé, en tablant sur un coût moindre, ce qui est loin d'être toujours le cas, ou privatiser des activités publiques. Illustrations : sous-traiter la sécurité de bâtiments publics, transférer un hôpital public vers des mutuelles, privatiser des lignes de bus, etc., etc.

Tenant compte des priorités et engagements (implicites) des décideurs politiques, on peut considérer que sur les 1.128.075 emplois publics recensés au 1er trimestre 2026, 240.000 environ sont a priori plutôt immunisés, soit que ces emplois resteront publics et ne seront pas affectés par des coupes (ex. : le maintien de l'ordre), soit qu'ils pourraient le cas échéant être privatisés mais plus que probablement sans pertes d'emplois (ex. : les maisons de repos).

NB : Ce qui suit n'est pas, nécessairement, l'expression des préférences personnelles de l'auteur mais un essai de lecture socio-politique et socio-économique. Libre à chaque lecteur bien sûr de faire d'autres choix.

Travailleurs publics de secteurs estimés "à réductions d'emplois estimées a priori faibles ou nulles" (voir explication dans dans le texte) – 2026/1

Activité	Emploi public	Emploi privé	Emploi total	*Public/ total*
Justice, ordre et sécurité (dont pompiers)	120.881	175	121.056	*99,9%*
Santé humaine	73.771	167.904	241.675	*30,5%*
MR(S) et autres institutions d'accueil (ex. : IPPJ)	20.722	123.901	144.623	*14,3%*
Eau et déchets	18.032	16.107	34.139	*52,8%*
Soins à domicile, garde d'enfants…	3.468	97.888	101.356	*3,4%*
Distribution d'électricité	1.597	10.099	11.696	*13,7%*
Total des secteurs considérés	**238.471**	**416.074**	**654.545**	***36,4%***

Même si on peut estimer qu'il y a malgré tout des réductions d'emploi possibles, elles sont ici limitées. Environ 220.000 emplois jugés – à un moment politique donné – "sanctuarisés" est une estimation "raisonnable".

Que reste-il comme marges de manœuvre ailleurs ? Le tableau suivant présente les enjeux.

Travailleurs publics hors ceux des secteurs "à réductions d'emplois estimées a priori faibles ou nulles" (voir explication dans dans le texte) – 2026/1

Activité	Emploi public	Emploi privé	Emploi total	*Public/ total*
Administration moins Ordre, justice et secours	336.530	3.855	340.385	*98,9%*
Enseignement	421.939	14.101	436.040	*96,8%*
dont Enseignement obligatoire	*366.168*	*990*	*367.158*	*99,7%*
dont Enseignement autre	*55.771*	*13.111*	*68.882*	*81,0%*
Entreprises publiques	94.503	24.931	119.434	*79,1%*
Agences de placement de main-d'oeuvre	10.730	9.665	20.395	*52,6%*
R & D	9.060	13.089	22.149	*40,9%*
Banque centrale	1.869	1	1.870	*99,9%*
Autres	14.973	334.695	349.668	*4,3%*
Total des secteurs considérés	**889.604**	**400.337**	**1.289.941**	***69,0%***

L'administration hors défense, police, justice et secours est probablement le secteur public où l'IA pourra le plus contribuer à des gains de productivité potentiellement élevés.

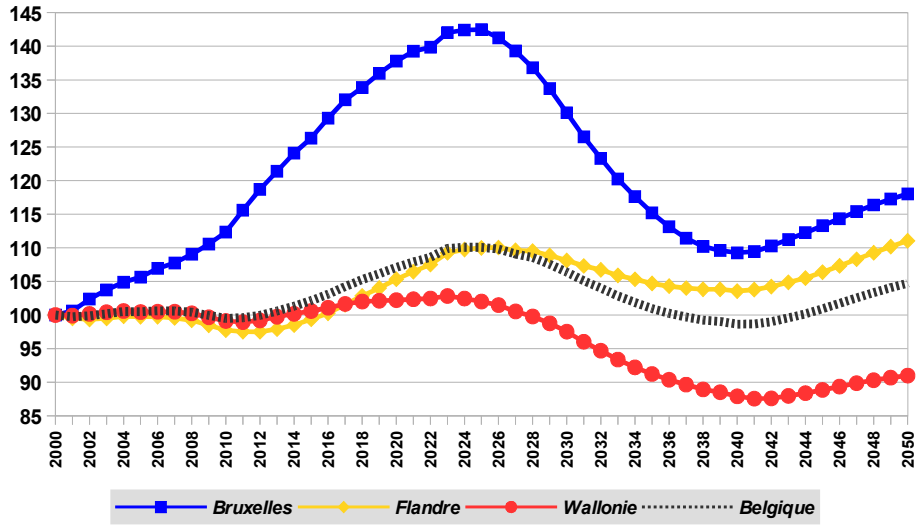
L'emploi dans le secteur de l'enseignement obligatoire sera, peut-on penser, surtout impacté par la baisse de la dénatalité. Le graphique du haut de la page suivante montre comment évoluera – sur base

des Perspectives démographiques du Bureau fédéral du Plan de février 2026 – la population des 6-17 ans. Les populations des 6-17 ans seraient orientés à la baisse jusqu'au début des années 2040.

Deux remarques :

- il semble que les taux de natalité qui soutiennent ces Perspectives sont – quoique orientés à la baisse pour un temps – encore "optimistes" ;
- les effectifs des enseignants évoluent tendanciellement plus ou moins comme les populations en âge de scolarité mais avec un temps de retard.

Populations des 6-17 ans – indices 2000=100



Les entreprises publiques ont vu leurs effectifs se réduire tendanciellement depuis longtemps ; difficile de fixer a priori la marge de compression qui reste(rait).

Globalement, on peut penser qu'aboutir à 150.000 à 200.000 emplois en moins dans les secteurs hors ceux des "à réductions d'emplois estimées a priori faibles ou nulles" est un objectif ambitieux ; à tout le moins il prendra du temps. Et il ne faut pas négliger les impacts sur la croissance d'éventuelles diminutions d'emplois dans des secteurs comme la R & D, l'insertion socio-professionnelle ou l'enseignement supérieur.

Enfin, il faut rappeler que les évolutions technologiques et sociétales appellent parfois un développement de l'action publique pour répondre à ces nouveaux enjeux. Certes, on peut réorienter vers ces nouveaux besoins des moyens économisés par ailleurs, mais dans ce cas l'emploi public baisse moins que prévu initialement.

Quoiqu'il en soit, le tableau complet de l'Annexe 2 peut éclairer le débat et aider les décideurs à préciser les secteurs où ils souhaitent réduire l'emploi public en fonction de leurs préférences politiques.

* * *

Ceci dit, on doit néanmoins répondre à la critique essentielle de la FEB : l'État (sur)cannibalise(rait) l'emploi privé, ce qu'on qualifie d'effet d'éviction. Cet effet d'éviction serait surtout de nature fiscale : « Il faut veiller à ce que la croissance de l'emploi financé par les pouvoirs publics reste compatible avec la capacité de l'économie marchande à financer ces dépenses par l'impôt », précise la FEB. A cet égard, il est vrai que l'effet d'éviction (éventuel) vaut tout autant pour un emploi public proprement dit que pour un emploi privé largement soutenu par les pouvoirs publics. Quelques remarques sur ce point de vue :

- Comme pour d'autres impacts socio-économiques de l'action publique, l'éventuel effet d'éviction et, le cas échéant, son importance dépendent de la structure et des caractéristiques des prélèvements obligatoires.
- Il y a d'autres emplois alors à englober dans l'analyse que les seuls emplois *Santé humaine et Action sociale* : les titres-services, par exemple, dont environ 2/3 du coût réel sont pris en charge par les budgets régionaux, certains emplois de recherche – publics ou privés –

largement subsidiés, les emplois subsidiés dont bénéficient les fédérations patronales, etc.

- Certains emplois subsidiés ont un impact positif sur l'offre de travail : les structures d'accueil pour jeunes enfants, les soins et services à domicile, les maisons de repos et de soins, les structures de répit et les structures d'accueil de personnes porteuses de handicaps permettent à de nombreuses personnes de travailler, au moins à temps partiel.
- D'autres emplois publics ou subsidiés, notablement dans l'enseignement, la formation permanente et la réinsertion socio-professionnelle, doivent être considérés comme des investissements immatériels au bénéfice, notamment, de l'activité économique.
- Certaines interventions publiques, et les emplois qui y sont liés, sont des dépenses de "réparation" induites par certaines évolutions sociétales et socio-économiques ; certains problèmes de santé mentale et les burn-out illustrent cette réalité. En outre, l'intervention publique permet dans ce cas de réduire la facture totale pour la société.
- La nature même d'évolutions socio-économiques et technologiques rend nécessaires des interventions publiques : la libéralisation de certains marchés ne peut se faire sans régulateur, les évolutions technologiques et les comportements de certains acteurs de la filière alimentaire rendent indispensable un organisme comme l'AFSCA, etc.
- L'action publique alimente aussi des dépenses profitables à l'économie marchande.
- Enfin, les effets d'éviction peuvent aussi s'observer au sein de l'économie privée. Une très convaincante illustration est celle des effets d'éviction – au sein de l'économie américaine – liés aux investissements massifs dans les *data centers*.

Ces quelques remarques ne sont pas là pour éluder la légitime revendication d'améliorer et l'efficacité et l'efficience de l'action publique, tout en respectant les arbitrages que peut faire une communauté entre des préférences politiques au sens noble du terme et, le cas échéant, (un peu) moins de croissance économique.

COMPLÉMENTS STATISTIQUES

Les statistiques collectées pour cette note permettent de :

- Déterminer l'importance régionale des emplois publics. L'originalité du tableau suivant est de se baser sur la région de domicile du travailleur ; en effet un travailleur wallon, par exemple, peut dépendre d'un emploi public situé à Bruxelles. On retrouve dans ce tableau une réalité déjà bien documentée : la sur-représentation de l'emploi public pour les travailleurs wallons ; ils représentent 35,8% des salariés travaillant dans le secteur public et le secteur public des wallons à l'emploi représente 26,3% de l'emploi total.

*Les dimensions régionales de l'emploi public – **en fonction de la région de domicile du travailleur** – 31-03-2026*

	Bruxelles	Flandre	Wallonie	Total
Emploi total (approche CN) (e)	507,9	3.177,6	1.514,9	5.200,5
En % du total	9,8%	61,1%	29,1%	100,0%
Emploi public (ONSS)	96,3	622,2	400,2	1.118,7
En % du total	8,6%	55,6%	35,8%	100,0%
En % de l'emploi total	**18,9%**	**19,5%**	**26,3%**	**21,4%**

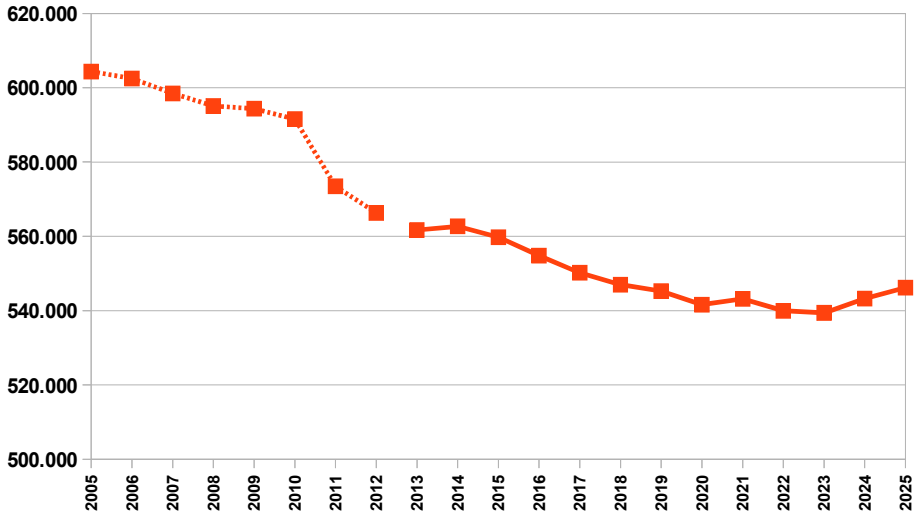
Le second tableau ci-après montre que la distribution régionale de l'emploi public varie d'un secteur d'activités à l'autre. Il montre par exemple que la répartition de l'emploi enseignant est plus "équilibrée" que pour d'autres secteurs. Il montre aussi pour le secteur *Santé humaine* que d'avoir proportionnellement moins d'emplois publics ne signifie pas avoir moins d'emplois au total dépendant de financements publics.

- Documenter l'évolution de l'emploi statutaire. Le graphique suivant montre l'évolution de l'emploi statutaire. Attention : il y a une rupture de série en 2013 ; le nombre d'emplois statutaires est en principe, pour la période 2003-2012, quelque peu sur-estimé. Après une baisse tendancielle jusqu'en 2023, le nombre de fonctionnaires remonte quelque peu depuis.

Répartition des travailleurs occupés par le public – quelques secteurs d'activité emblématiques
en fonction de la région de domicile du travailleur *– 31-03-2026*

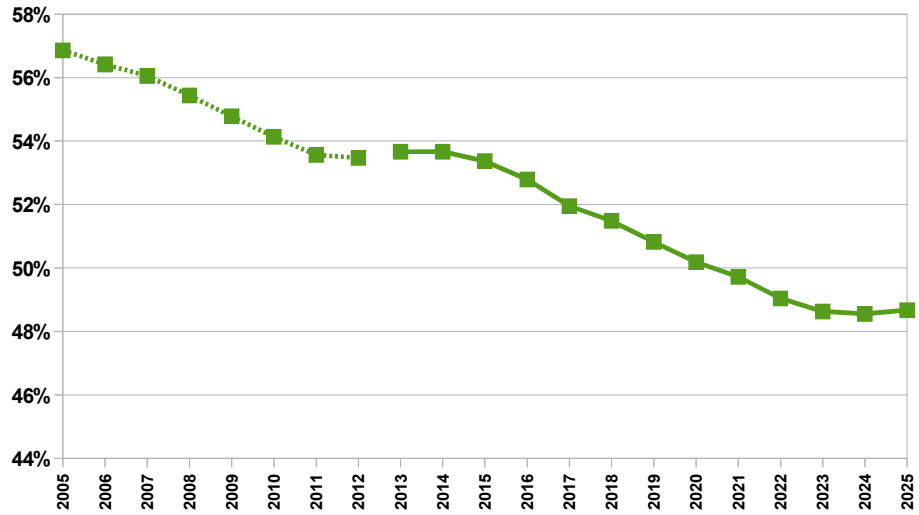
	Bruxelles	Flandre	Wallonie	Total
Entreprises publiques	11,7%	53,1%	35,2%	100,0%
Administration ; défense ; sécurité sociale obligatoire	8,8%	51,5%	39,7%	100,0%
Enseignement	7,2%	61,5%	31,3%	100,0%
Santé humaine	8,1%	47,3%	44,7%	100,0%
p.m. Santé humaine emploi ONSS total	*6,7%*	*58,6%*	*34,7%*	*100,0%*
Total des emplois publics	**8,6%**	**55,6%**	**35,8%**	**100,0%**

Nombre de fonctionnaires (au sens propre) – moyennes annuelles – 2005-2025



Le graphique suivant détaille l'évolution du pourcentage de fonctionnaires dans le total de l'emploi public.

Part des statutaires dans le total de l'emploi public – moyennes annuelles – 2005-2025



Le tableau de la page suivante détaille les évolutions récentes de l'emploi statutaire qui, comme relevé ci-dessus, est en augmentation depuis 2023. On constate que la Région – Communauté flamande et le Fédéral expliquent largement cette hausse.

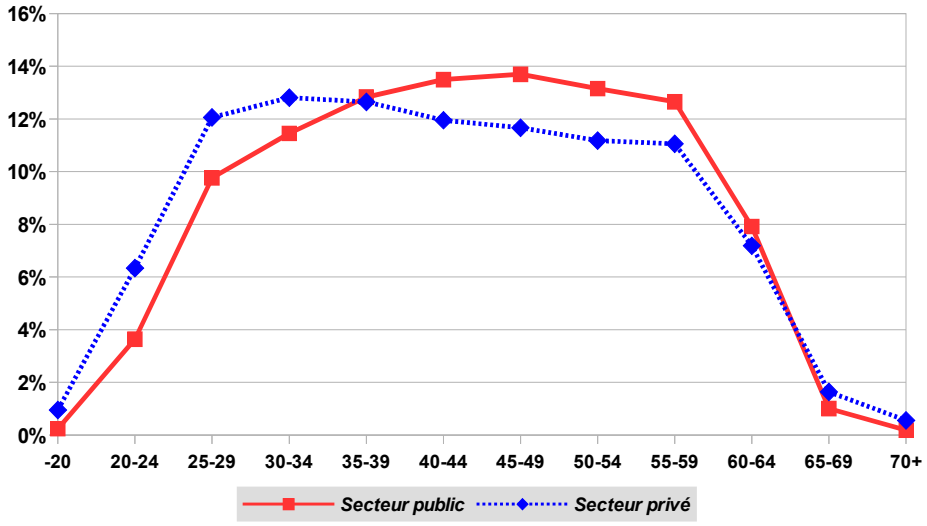
Évolutions récentes de l'emploi statutaire

Entité	2023	25-2 > 26-1	Évolution	En %
Administration provinciales	7.853	7.414	-439	-5,6%
Administrations locales	96.990	92.405	-4.584	-4,7%
Communauté française	98.691	99.076	385	0,4%
Administration et institutions	*5.937*	*6.735*	*798*	*13,4%*
Enseignement	*92.754*	*92.341*	*-413*	*-0,4%*
Communauté germanophone	1.460	1.500	40	2,8%
Administration et institutions	*305*	*300*	*-5*	*-1,7%*
Enseignement	*1.155*	*1.200*	*46*	*3,9%*
Fédéral	139.880	144.207	4.328	3,1%
Armée et police	*41.825*	*43.889*	*2.064*	*4,9%*
Entreprises publiques	*33.145*	*31.483*	*-1.662*	*-5,0%*
Services et Institutions publics	*64.910*	*68.836*	*3.926*	*6,0%*
Région - Communauté flamande	176.800	182.974	6.174	3,5%
Administration et institutions	*20.743*	*21.256*	*513*	*2,5%*
Enseignement	*156.057*	*161.718*	*5.661*	*3,6%*
Région de Bruxelles Capitale	6.343	6.435	92	1,5%
Région Wallonne	11.412	12.786	1.374	12,0%
Total	**539.426**	**546.796**	**7.370**	**1,4%**

Sources : BCSS, Bureau fédéral du Plan, EUROSTAT, NBB.Stat et ONSS – Calculs et estimations propres

ANNEXE 1

Répartition de l'emploi salarié par âge – emploi public et emploi privé – en % du total – données ONSS – 2026/1



ANNEXE 2

Code NACE	Activité	Emploi public			Emploi privé	Emploi total	*Public/ total*	*Fonct./ public*
		Fonct.	Autres	Total				
02.100	Sylviculture et autres activités forestières	0	2	**2**	164	166	*1,2%*	*0,0%*
35.140	Distribution d'électricité	1.265	332	**1.597**	10.099	11.696	*13,7%*	*79,2%*
35.150	Commerce d'électricité	0	2	**2**	2.044	2.046	*0,1%*	*0,0%*
36.000	Captage, traitement et distribution d'eau	4.869	2.619	**7.488**	98	7.586	*98,7%*	*65,0%*
37.000	Collecte et traitement des eaux usées	252	670	**922**	2.513	3.435	*26,8%*	*27,3%*
38.110	Collecte des déchets non dangereux	1.213	6.597	**7.810**	2.751	10.561	*74,0%*	*15,5%*
38.210	Récupération de matériaux provenant de déchets	52	924	**976**	5.255	6.231	*15,7%*	*5,3%*
38.320	Mise en décharge ou stockage permanent	0	297	**297**	1.142	1.439	*20,6%*	*0,0%*
38.330	Autre élimination des déchets	195	342	**537**	3.565	4.102	*13,1%*	*36,3%*
39.000	Activités de dépollution et autres activités de service de gestion des déchets	0	2	**2**	783	785	*0,3%*	*0,0%*
41.001	Construction générale de bâtiments résidentiels	0	1	**1**	30.534	30.535	*0,0%*	*0,0%*
49.110	Transport ferroviaire lourd de voyageurs	24.588	4.105	**28.693**	363	29.056	*98,8%*	*85,7%*
49.310	Transport régulier de voyageurs par route	0	25.224	**25.224**	4.411	29.635	*85,1%*	*0,0%*
49.320	Transport non régulier de voyageurs par route	0	8	**8**	6.741	6.749	*0,1%*	*0,0%*
52.220	Services auxiliaires des transports par eau	1.430	1.847	**3.277**	3.441	6.718	*48,8%*	*43,6%*
52.230	Services auxiliaires des transports aériens	443	490	**933**	6.371	7.304	*12,8%*	*47,5%*
53.100	Activités de poste dans le cadre d'une obligation de service universel	4.830	18.708	**23.538**	26	23.564	*99,9%*	*20,5%*
55.209	Hébergement touristique et autre hébergement de courte durée n.c.a.	0	1	**1**	71	72	*1,4%*	*0,0%*
55.900	Autres hébergements	0	344	**344**	263	607	*56,7%*	*0,0%*
56.220	Activités de service contractuel de restauration et autres activités de service de restauration	8	270	**278**	7.746	8.024	*3,5%*	*2,9%*
60.100	Radiodiffusion et activités de distribution de contenu audio	25	46	**71**	170	241	*29,5%*	*35,2%*
60.200	Programmation et diffusion télévisuelle et activités de distribution de contenu vidéo	618	3.297	**3.915**	2.452	6.367	*61,5%*	*15,8%*
61.100	Activités de télécommunications filaires, sans fil et satellitaires	1.526	7.326	**8.852**	7.697	16.549	*53,5%*	*17,2%*
62.100	Activités de programmation informatique	10	844	**854**	36.381	37.235	*2,3%*	*1,2%*
62.200	Activités de conseil en informatique et de gestion d'installations informatiques	9	75	**84**	37.861	37.945	*0,2%*	*10,7%*
63.100	Infrastructure informatique, traitement de données, hébergement et activités connexes	0	20	**20**	8.594	8.614	*0,2%*	*0,0%*
64.110	Activités de banque centrale	6	1.863	**1.869**	1	1.870	*99,9%*	*0,3%*
64.210	Activités de société holding	0	257	**257**	16.508	16.765	*1,5%*	*0,0%*
64.922	Octroi de crédit hypothécaire	57	75	**132**	735	867	*15,2%*	*43,2%*
64.929	Autre distribution de crédit n.c.a.	22	8	**30**	82	112	*26,8%*	*73,3%*
65.121	Opérations directes d'assurance non-vie	0	236	**236**	4.666	4.902	*4,8%*	*0,0%*
68.110	Achat et vente de biens propres	0	4	**4**	764	768	*0,5%*	*0,0%*

Code NACE	Activité	Emploi public			Emploi privé	Emploi total	*Public/ total*	*Fonct./ public*
		Fonct.	Autres	Total				
68.122	Promotion immobilière non résidentielle	0	14	14	465	479	*2,9%*	*0,0%*
68.201	Location et exploitation de biens immobiliers résidentiels propres ou loués, sauf logements sociaux	0	3	3	2.323	2.326	*0,1%*	*0,0%*
68.202	Location et exploitation de logements sociaux	261	249	510	6.861	7.371	*6,9%*	*51,2%*
68.203	Location et exploitation de biens immobiliers non résidentiels propres ou loués, sauf terrains	0	48	48	1.887	1.935	*2,5%*	*0,0%*
70.200	Activités de conseil pour les affaires et autre conseil de gestion	0	51	51	32.864	32.915	*0,2%*	*0,0%*
71.121	Activités d'ingénierie et de conseils techniques, sauf activités des géomètres-experts	0	83	83	33.028	33.111	*0,3%*	*0,0%*
71.209	Autres activités de contrôle et analyses techniques	1.544	635	2.179	11.940	14.119	*15,4%*	*70,9%*
72.109	Recherche-développement en autres sciences physiques et naturelles	650	8.403	9.053	12.415	21.468	*42,2%*	*7,2%*
72.200	Recherche et développement en sciences humaines et sociales	0	7	7	674	681	*1,0%*	*0,0%*
73.300	Activités de conseil en relations publiques et communication	0	5	5	4.298	4.303	*0,1%*	*0,0%*
74.120	Activités de design graphique et de communication visuelle	0	2	2	905	907	*0,2%*	*0,0%*
74.999	Autres activités des professions libérales et autres activités scientifiques et techniques, n.c.a.	59	256	315	3.313	3.628	*8,7%*	*18,7%*
77.223	Location et location-bail de vaisselle, couverts, verrerie, articles pour la cuisine, appareils électriques et électroménagers	0	1	1	392	393	*0,3%*	*0,0%*
78.100	Activités des agences de placement de main-d'œuvre	4.319	6.411	10.730	9.665	20.395	*52,6%*	*40,3%*
79.901	Services d'information touristique	0	103	103	946	1.049	*9,8%*	*0,0%*
80.010	Activités d'investigation et de sécurité privée	0	29	29	18.821	18.850	*0,2%*	*0,0%*
81.100	Activités de soutien combinées pour les installations	0	395	395	4.270	4.665	*8,5%*	*0,0%*
82.990	Autres activités de service de soutien aux entreprises n.c.a.	0	54	54	5.620	5.674	*1,0%*	*0,0%*
84.111	Administration publique fédérale	24.309	4.085	28.394	0	28.394	*100,0%*	*85,6%*
84.112	Administration publique communautaire et régionale	27.421	14.650	42.071	27	42.098	*99,9%*	*65,2%*
84.113	Administration publique provinciale	7.321	6.978	14.299	0	14.299	*100,0%*	*51,2%*
84.114	Administration publique communale, sauf Centres Publics d'Action Sociale (C.P.A.S.)	28.063	106.836	134.899	0	134.899	*100,0%*	*20,8%*
84.115	Centres Publics d'Action Sociale (C.P.A.S.)	10.360	66.459	76.819	0	76.819	*100,0%*	*13,5%*
84.119	Autre administration publique générale	2.033	481	2.514	0	2.514	*100,0%*	*80,9%*
84.120	Administration des soins de santé, de l'enseignement, des services culturels et des autres services sociaux	6.672	9.329	16.001	8	16.009	*100,0%*	*41,7%*
84.130	Administration de et contribution à l'amélioration de l'efficacité des activités économiques	4.698	3.774	8.472	72	8.544	*99,2%*	*55,5%*
84.210	Affaires étrangères	1.227	1.055	2.282	3	2.285	*99,9%*	*53,8%*
84.220	Défense	28.609	2.627	31.236	0	31.236	*100,0%*	*91,6%*
84.231	Tribunaux	416	70	486	2	488	*99,6%*	*85,6%*
84.232	Établissements pénitentiaires	24.334	3.200	27.534	0	27.534	*100,0%*	*88,4%*
84.239	Autres activités relatives à la justice	137	106	243	173	416	*58,4%*	*56,4%*
84.241	Police fédérale	15.654	781	16.435	0	16.435	*100,0%*	*95,2%*

Code NACE	Activité	Emploi public			Emploi privé	Emploi total	*Public/ total*	*Fonct./ public*
		Fonct.	Autres	Total				
84.242	Police locale	34.298	1.749	**36.047**	0	36.047	*100,0%*	*95,1%*
84.249	Autres activités d'ordre public et de sécurité civile	0	65	**65**	0	65	*100,0%*	*0,0%*
84.250	Activités de service d'incendie et de secours	7.434	1.401	**8.835**	0	8.835	*100,0%*	*84,1%*
84.301	Sécurité sociale obligatoire, à l'exclusion des mutuelles	8.899	1.876	**10.775**	85	10.860	*99,2%*	*82,6%*
84.309	Autres organismes de sécurité sociale	0	4	**4**	3.660	3.664	*0,1%*	*0,0%*
85.104	Enseignement maternel ordinaire libre subventionné	0	53	**53**	0	53	*100,0%*	*0,0%*
85.105	Enseignement maternel spécialisé organisé par les pouvoirs publics	0	1	**1**	0	1	*100,0%*	*0,0%*
85.201	Enseignement primaire ordinaire communautaire	0	208	**208**	0	208	*100,0%*	*0,0%*
85.203	Enseignement primaire ordinaire communal subventionné	0	7	**7**	0	7	*100,0%*	*0,0%*
85.204	Enseignement primaire ordinaire libre subventionné	0	4.222	**4.222**	19	4.241	*99,6%*	*0,0%*
85.205	Enseignement primaire spécialisé organisé par les pouvoirs publics	0	80	**80**	0	80	*100,0%*	*0,0%*
85.206	Enseignement primaire spécialisé libre subventionné	0	164	**164**	20	184	*89,1%*	*0,0%*
85.209	Enseignement primaire ordinaire n.c.a.	0	50	**50**	217	267	*18,7%*	*0,0%*
85.311	Enseignement secondaire général ordinaire communautaire	90.606	49.354	**139.960**	0	139.960	*100,0%*	*64,7%*
85.313	Enseignement secondaire général ordinaire communal subventionné	47	732	**779**	0	779	*100,0%*	*6,0%*
85.314	Enseignement secondaire général ordinaire libre subventionné	0	8.365	**8.365**	440	8.805	*95,0%*	*0,0%*
85.319	Enseignement secondaire ordinaire général n.c.a.	153.437	56.544	**209.981**	279	210.260	*99,9%*	*73,1%*
85.321	Enseignement secondaire technique et professionnel ordinaire communautaire	0	850	**850**	0	850	*100,0%*	*0,0%*
85.322	Enseignement secondaire technique et professionnel ordinaire provincial subventionné	16	160	**176**	0	176	*100,0%*	*9,1%*
85.324	Enseignement secondaire technique et professionnel ordinaire libre subventionné	0	745	**745**	0	745	*100,0%*	*0,0%*
85.325	Enseignement secondaire spécialisé organisé par les pouvoirs publics	0	115	**115**	0	115	*100,0%*	*0,0%*
85.326	Enseignement secondaire spécialisé libre subventionné	0	398	**398**	0	398	*100,0%*	*0,0%*
85.329	Enseignement secondaire technique, professionnel et spécialisé n.c.a.	0	5	**5**	6	11	*45,5%*	*0,0%*
85.330	Enseignement post-secondaire non supérieur	0	9	**9**	9	18	*50,0%*	*0,0%*
85.401	Enseignement supérieur organisé par les pouvoirs publics	6.866	15.340	**22.206**	83	22.289	*99,6%*	*30,9%*
85.402	Enseignement supérieur libre subventionné	3.455	26.523	**29.978**	205	30.183	*99,3%*	*11,5%*
85.409	Enseignement supérieur n.c.a.	0	16	**16**	284	300	*5,3%*	*0,0%*
85.520	Enseignement culturel	0	125	**125**	741	866	*14,4%*	*0,0%*
85.591	Enseignement de promotion sociale	13	88	**101**	225	326	*31,0%*	*12,9%*
85.592	Formation professionnelle	510	2.395	**2.905**	8.638	11.543	*25,2%*	*17,6%*
85.599	Autres formes d'enseignement	0	108	**108**	2.171	2.279	*4,7%*	*0,0%*
85.691	Activités des Centres Psycho-Médico-Sociaux (P.M.S.)	0	94	**94**	301	395	*23,8%*	*0,0%*
85.699	Autres services de soutien à l'enseignement	0	238	**238**	463	701	*34,0%*	*0,0%*

Code NACE	Activité	Emploi public			Emploi privé	Emploi total	*Public/ total*	*Fonct./ public*
		Fonct.	Autres	Total				
86.101	Activités des hôpitaux généraux, sauf hôpitaux gériatriques et spécialisés	12.506	53.496	**66.002**	124.500	190.502	*34,6%*	*18,9%*
86.103	Activités des hôpitaux spécialisés	81	1.129	**1.210**	3.311	4.521	*26,8%*	*6,7%*
86.104	Activités des hôpitaux psychiatriques	1.192	5.293	**6.485**	24.401	30.886	*21,0%*	*18,4%*
86.910	Activités d'imagerie médicale et de laboratoire d'analyse médicale	13	7	**20**	5.329	5.349	*0,4%*	*65,0%*
86.940	Activités de soins infirmiers et de maïeutique	1	53	**54**	10.363	10.417	*0,5%*	*1,9%*
87.101	Maisons de repos et de soins (M.R.S.)	1.059	16.600	**17.659**	31.502	49.161	*35,9%*	*6,0%*
87.202	Activités de soins résidentiels pour adultes avec un handicap mental	29	812	**841**	28.073	28.914	*2,9%*	*3,4%*
87.203	Activités de soins résidentiels pour personnes avec un problème psychiatrique	0	63	**63**	1.473	1.536	*4,1%*	*0,0%*
87.301	Activités des maisons de repos pour personnes âgées (M.R.P.A.)	20	1.207	**1.227**	48.545	49.772	*2,5%*	*1,6%*
87.991	Services d'aide à la jeunesse avec hébergement	0	206	**206**	11.823	12.029	*1,7%*	*0,0%*
87.992	Services sociaux généraux avec hébergement	0	726	**726**	2.485	3.211	*22,6%*	*0,0%*
88.101	Activités de soins à domicile aux personnes âgées, sauf soins infirmiers (à domicile)	2	161	**163**	41.829	41.992	*0,4%*	*1,2%*
88.105	Activités des centres de jour pour mineurs avec un handicap mental, y compris les services ambulatoires	0	11	**11**	1.005	1.016	*1,1%*	*0,0%*
88.911	Activités des crèches et des garderies d'enfants	23	1.271	**1.294**	22.447	23.741	*5,5%*	*1,8%*
88.912	Activités des gardiennes d'enfants	9	255	**264**	3.879	4.143	*6,4%*	*3,4%*
88.919	Autres activités de garde d'enfants	0	2	**2**	939	941	*0,2%*	*0,0%*
88.994	Services sociaux généraux sans hébergement	2	71	**73**	1.425	1.498	*4,9%*	*2,7%*
88.999	Autres formes d'action sociale sans hébergement n.c.a.	13	1.648	**1.661**	26.364	28.025	*5,9%*	*0,8%*

Code NACE	Activité	Emploi public			Emploi privé	Emploi total	*Public/ total*	*Fonct./ public*
		Fonct.	Autres	Total				
90.202	Réalisation de spectacles par des ensembles artistiques	59	1.229	**1.288**	2.473	3.761	*34,2%*	*4,6%*
90.311	Gestion de salles de théâtre, de concerts et similaires	4	302	**306**	1.285	1.591	*19,2%*	*1,3%*
90.312	Gestion de centres culturels et de salles multifonctionnelles à vocation culturelle	2	142	**144**	2.275	2.419	*6,0%*	*1,4%*
91.110	Activités des bibliothèques	131	123	**254**	700	954	*26,6%*	*51,6%*
91.120	Activités des centres d'archives	169	182	**351**	70	421	*83,4%*	*48,1%*
91.210	Activités des musées et collections	119	608	**727**	1.099	1.826	*39,8%*	*16,4%*
91.220	Activité des sites et monuments historiques	50	171	**221**	1.504	1.725	*12,8%*	*22,6%*
91.410	Activités de gestion de jardins botaniques et zoologiques	74	122	**196**	1.263	1.459	*13,4%*	*37,8%*
92.000	Activités de jeux d'argent et de paris	0	464	**464**	2.034	2.498	*18,6%*	*0,0%*
93.110	Gestion d'installations sportives	25	1.156	**1.181**	4.071	5.252	*22,5%*	*2,1%*
93.293	Exploitation de domaines récréatifs	10	91	**101**	459	560	*18,0%*	*9,9%*
93.299	Autres activités récréatives et de loisirs n.c.a.	5	31	**36**	1.555	1.591	*2,3%*	*13,9%*
94.110	Activités des organisations patronales et d'entreprises	0	85	**85**	9.555	9.640	*0,9%*	*0,0%*
94.120	Activités des organisations professionnelles	0	32	**32**	3.477	3.509	*0,9%*	*0,0%*
94.910	Activités des organisations religieuses	0	60	**60**	3.870	3.930	*1,5%*	*0,0%*
94.991	Associations de jeunesse	0	1	**1**	4.252	4.253	*0,0%*	*0,0%*
94.993	Associations pour la prévention de la santé	6	16	**22**	1.379	1.401	*1,6%*	*27,3%*
94.994	Associations pour l'environnement et la mobilité	0	97	**97**	2.891	2.988	*3,2%*	*0,0%*
94.999	Autres associations n.c.a.	0	86	**86**	8.936	9.022	*1,0%*	*0,0%*
96.302	Gestion des cimetières et services des crématoriums	37	185	**222**	251	473	*46,9%*	*16,7%*
99.000	Activités des organisations et organismes extraterritoriaux	0	3.054	**3.054**	209	3.263	*93,6%*	*0,0%*
	TOTAL	**550.727**	**577.348**	**1.128.075**	**816.411**	**1.944.486**	***58,0%***	***48,8%***